

# Pékin se paie l'Afrique

- Pékin accueille le septième sommet du Forum sur la coopération sino-africaine.
- L'ambition est économique : les échanges commerciaux ont été multipliés par six.
- Elle est aussi politique, pour marginaliser Taiwan sur la scène internationale.

Éclairage Philippe Paquet

**D**ix-huit ans après le sommet fondateur du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), Pékin accueille depuis lundi la septième édition de cette réunion trisannuelle destinée à donner un coup de fouet aux échanges entre l'Afrique et la Chine. Dans cette aventure, celle-ci aime à se présenter comme *"le plus grand pays en voie de développement"*, histoire d'atténuer le déséquilibre flagrant entre la florissante deuxième économie mondiale et des dizaines de pays parmi les plus pauvres de la planète. Nul n'est dupe, cependant, et certainement pas du côté africain, où l'on dénonce régulièrement, dans la rue comme dans les milieux dirigeants, le néocolonialisme chinois.

Nul ne songerait davantage à nier le fait que la relance de la coopération sino-africaine, dont le FCSA porte témoignage, s'est traduite par un essor spectaculaire du commerce bilatéral, passé de 55 milliards de dollars en 1999, à la veille de la création du Forum, à 300 milliards en 2015, année du sixième sommet à Johannesburg. Mais il est tout aussi vrai que ce montant est repassé sous la barre des 200 milliards deux ans plus tard, signe que tout ne va pas pour le mieux et que l'objectif des 400 milliards de dollars en 2020, formulé par le Premier ministre Li Keqiang lors d'un périple en Afrique en 2014, ne sera peut-être pas atteint.

En recevant les dirigeants de cinquante-trois pays, dont de nombreux chefs d'État, le président Xi Jinping a d'emblée voulu rassurer en promettant à ses partenaires africains 60 milliards de dollars d'aide supplémentaires, dont un quart sous la forme de dons et de prêts sans intérêts. Un même montant de 60 milliards avait déjà été annoncé à Johannesburg, il y a trois ans, et il n'avait fait qu'attiser les craintes d'un surendettement de nombreux pays africains à l'égard de leur principal bailleur de fonds.

## Un soutien inconditionnel

La présence chinoise en Afrique remonte aux années 1950, quand la jeune République populaire soutenait les mouvements de libération anticoloniaux (le plus souvent communistes) et les États nouvellement indépendants – la Chine obtiendra en retour leur vote en faveur de son admission à l'Onu, en 1971. Cet engagement historique vaut toujours à

Pékin la reconnaissance de nombreux pays africains, mais la Chine exerce aujourd'hui un autre pouvoir de séduction : l'aide qu'elle propose est inconditionnelle. À la différence des pays occidentaux (qui sont par ailleurs souvent les anciens colonisateurs), la Chine n'exige évidemment pas de ses partenaires qu'ils fassent des progrès en matière de démocratie, de bonne gouvernance ou de respect des droits humains.

Cela ne signifie pourtant pas que l'aide de Pékin est désintéressée. La Chine trouve en Afrique de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie et en matières premières, mais aussi des débouchés pour ses exportations, notamment de biens de consommation bon marché. Les investissements qu'elle finance sur le continent sont réalisés par des entreprises chinoises, qui confient une partie au moins du travail à de la main-d'œuvre amenée de Chine. Ces investissements servent aussi souvent l'intérêt économique et stratégique chinois : on construit des routes et des voies ferrées, on réhabilite des ports et des aéroports, pour faciliter les échanges avec Pékin.

## La rivalité avec Taiwan

Il y a, enfin, la volonté sous-jacente d'isoler toujours plus Taiwan, où s'est perpétué le régime rival du Parti communiste chinois. L'île, de facto indépendante depuis 1949, est considérée par Pékin comme une province rebelle qui devra un jour réintégrer "la mère patrie". Une échéance que Xi Jinping paraît vouloir rapprocher en privant Taïpei de ses derniers alliés diplomatiques.

Cette politique a déjà porté ses fruits en Afrique : Taiwan n'y est plus reconnue que par un seul État, le Swaziland, qui est par conséquent l'unique absent du sommet du FCSA. Elle marque des points également en Amérique latine, où Pékin monnaie son aide économique comme en Afrique. Après le Panama en juin 2017 et la République dominicaine en mai 2018 (voir LLB du 4 juin 2018), c'est le Salvador qui a rompu ses liens officiels avec Taïpei, le 21 août dernier. De quoi envisager un effet domino qui pourrait à terme priver l'île de neuf des dix-sept pays qui entretiennent encore des relations diplomatiques avec elle. Dans cette éventualité, Taiwan ne pourrait plus compter que sur l'appui de six micro-États insulaires du Pacifique, en plus du Swaziland et du Vatican – dont la fidélité n'est pas à toute épreuve.